

Accra, Ghana
6 décembre 2023

Communiqué de presse

Avec la corruption croissante, la plupart des Africains disent qu'ils risquent des représailles s'ils parlent, révèle le nouveau profil panafricain d'Afrobarometer

La majorité des Africains affirment que la corruption dans leur pays est en hausse, que leur gouvernement échoue dans ses efforts pour la combattre et que les citoyens ordinaires risquent des représailles s'ils signalent la corruption aux autorités, révèle le dernier **profil panafricain** d'Afrobarometer.

Publié en vue de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption (9 décembre), le rapport d'Afrobarometer est basé sur des enquêtes représentatives au niveau national dans 39 pays africains.

Les résultats montrent que parmi les institutions publiques clés, la police est la plus largement perçue comme corrompue. Un nombre important de citoyens déclarent avoir dû payer des pots-de-vin pour obtenir l'aide de la police ou éviter des problèmes avec la police, ainsi que pour obtenir des documents et des services dans les établissements de santé et les écoles publics.

Les évaluations des citoyens varient considérablement d'un pays à l'autre : Le Gabon, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Libéria et l'Ouganda enregistrent certains des niveaux de corruption perçus les plus élevés dans les principales institutions publiques, tandis que les Seychelles, le Cap-Vert, la Tanzanie et Maurice affichent certains des niveaux les plus bas.

Résultats clés

- En moyenne à travers 39 pays, la majorité (58%) des Africains déclarent que la corruption s'est « quelque peu » ou « beaucoup » accrue dans leur pays au cours de l'année précédente (Figure 1).
 - Par rapport à 2014/2015, 12 pays ont enregistré des hausses à deux chiffres de la perception de l'aggravation de la corruption, y compris un bond de 39 points de pourcentage au Sénégal, tandis que les baisses ont atteint le chiffre remarquable de 61 points au Bénin.
 - Plus des deux tiers (68%) des citoyens affirment que « certaines » ou « beaucoup » de ressources destinées à lutter contre la pandémie de COVID-19 ont été perdues du fait de la corruption.
- Presque la moitié (46%) des Africains déclarent que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de police sont corrompus, la pire appréciation des 11 institutions et leaders sur lesquels portait l'enquête. Les agents des impôts, les fonctionnaires et les responsables de la Présidence arrivent en deuxième position, à 38% (Figure 2).
- Parmi les citoyens qui ont eu recours à certains services publics au cours de l'année précédente, beaucoup déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir l'assistance de la police (36%), éviter des problèmes avec la police (37%), obtenir un document administratif (31%) ou bénéficier de services dans une structure sanitaire publique (20%) ou dans une école publique (19%) (Figure 3).

- La déclaration de versement de pots-de-vin varie considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, l'obtention d'un document administratif a nécessité que 68% des demandeurs versent des pots-de-vin au Congo-Brazzaville, contre 1% au Cabo Verde et aux Seychelles.
- Deux Africains sur trois (67%) déclarent que leur gouvernement ne parvient pas à lutter efficacement contre la corruption (Figure 4).
- Seul un Africain sur quatre (26%) affirment que les citoyens peuvent dénoncer les actes de corruption aux autorités sans craindre de représailles (Figure 5).

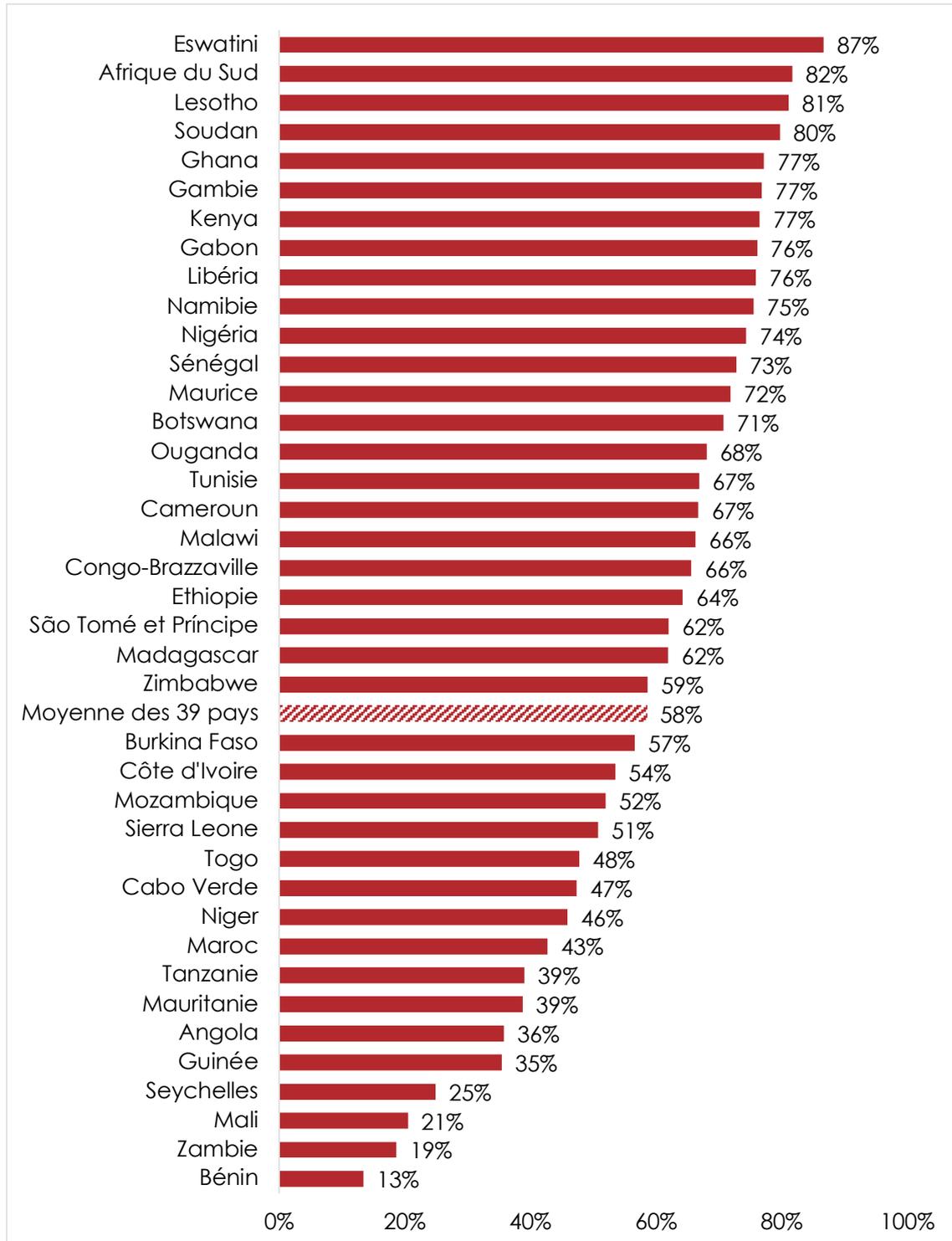
L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays.

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national de 1.200 à 2.400 adultes qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

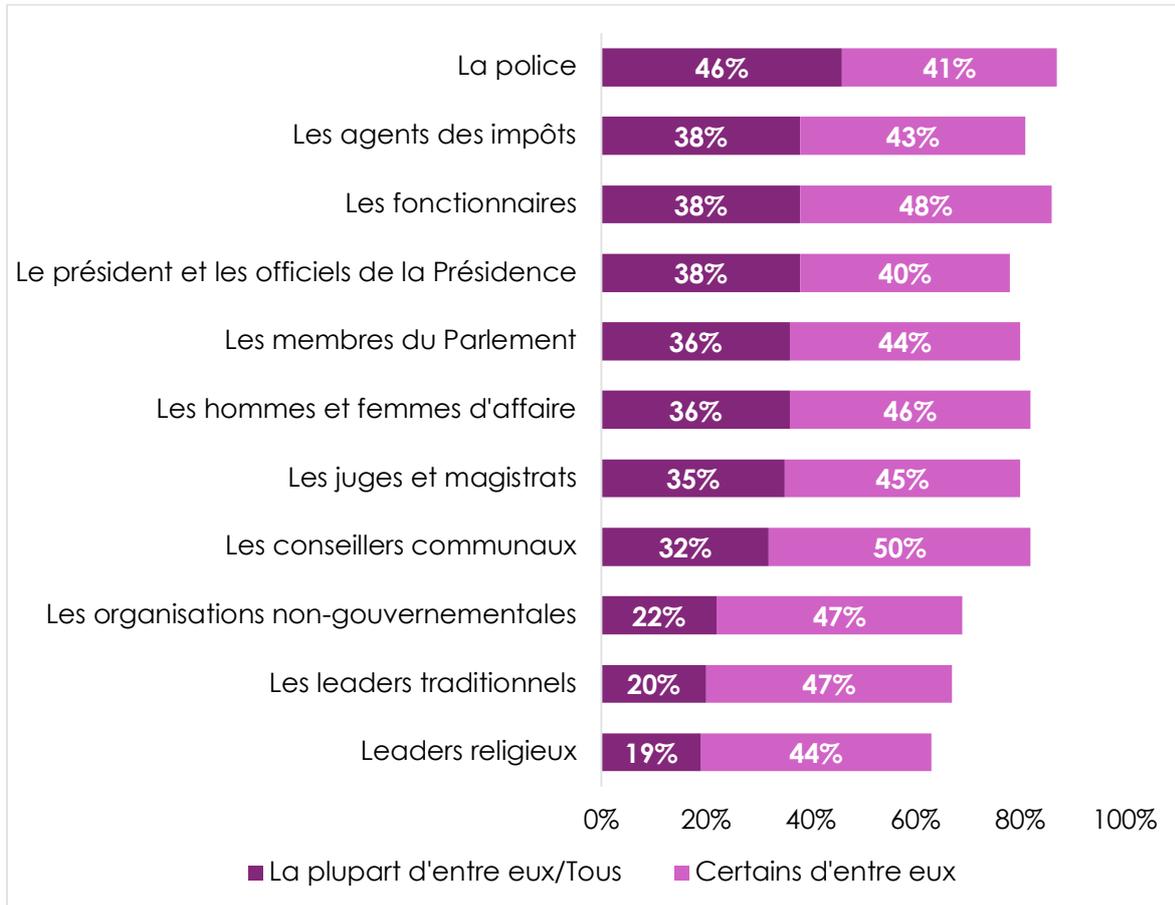
Charts

Figure 1 : Le niveau de la corruption a augmenté | 39 pays | 2021/2023



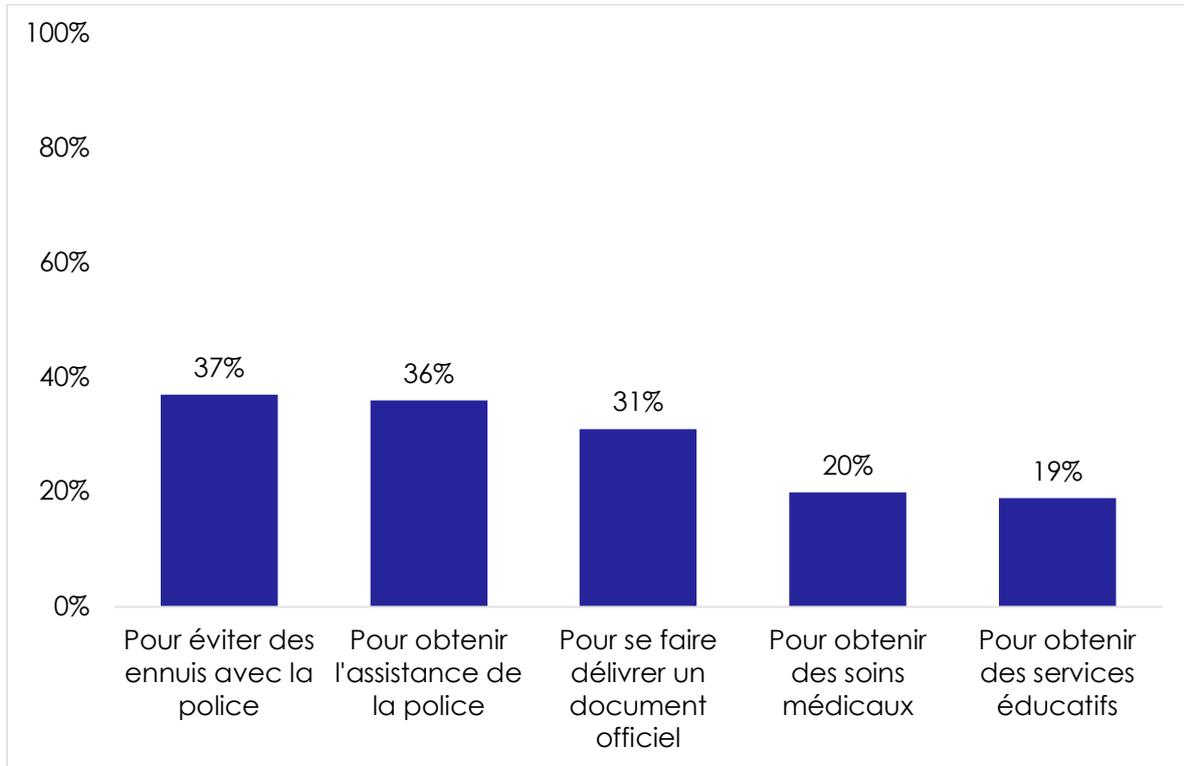
Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

Figure 2 : Corruption perçue parmi les leaders et les institutions clés | 39 pays*
 | 2021/2023



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?
 * La question sur les parlementaires n'a pas été posée en Guinée, au Soudan et en Tunisie.
 La question sur les conseillers gouvernementaux locaux n'a pas été posée en Angola et aux Seychelles.
 La question sur les chefs traditionnels n'a pas été posée au Cabo Verde, à Maurice, à São Tomé et Príncipe, aux Seychelles et en Tunisie.

Figure 3 : Paiement de pots-de-vin pour accéder aux services publics | 39 pays
 | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ?

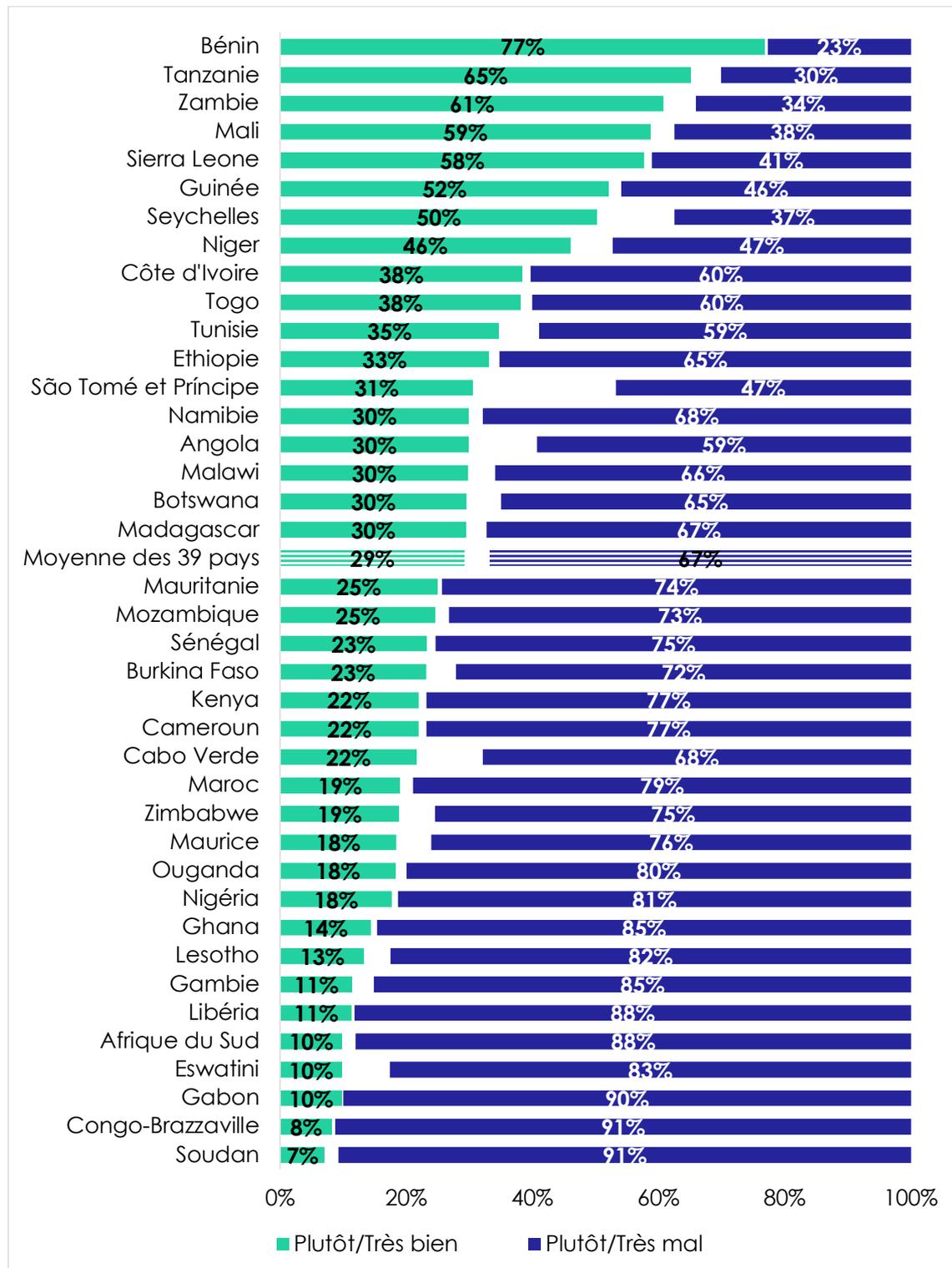
Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquiescer une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité ou lors d'une enquête ? [Si oui :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

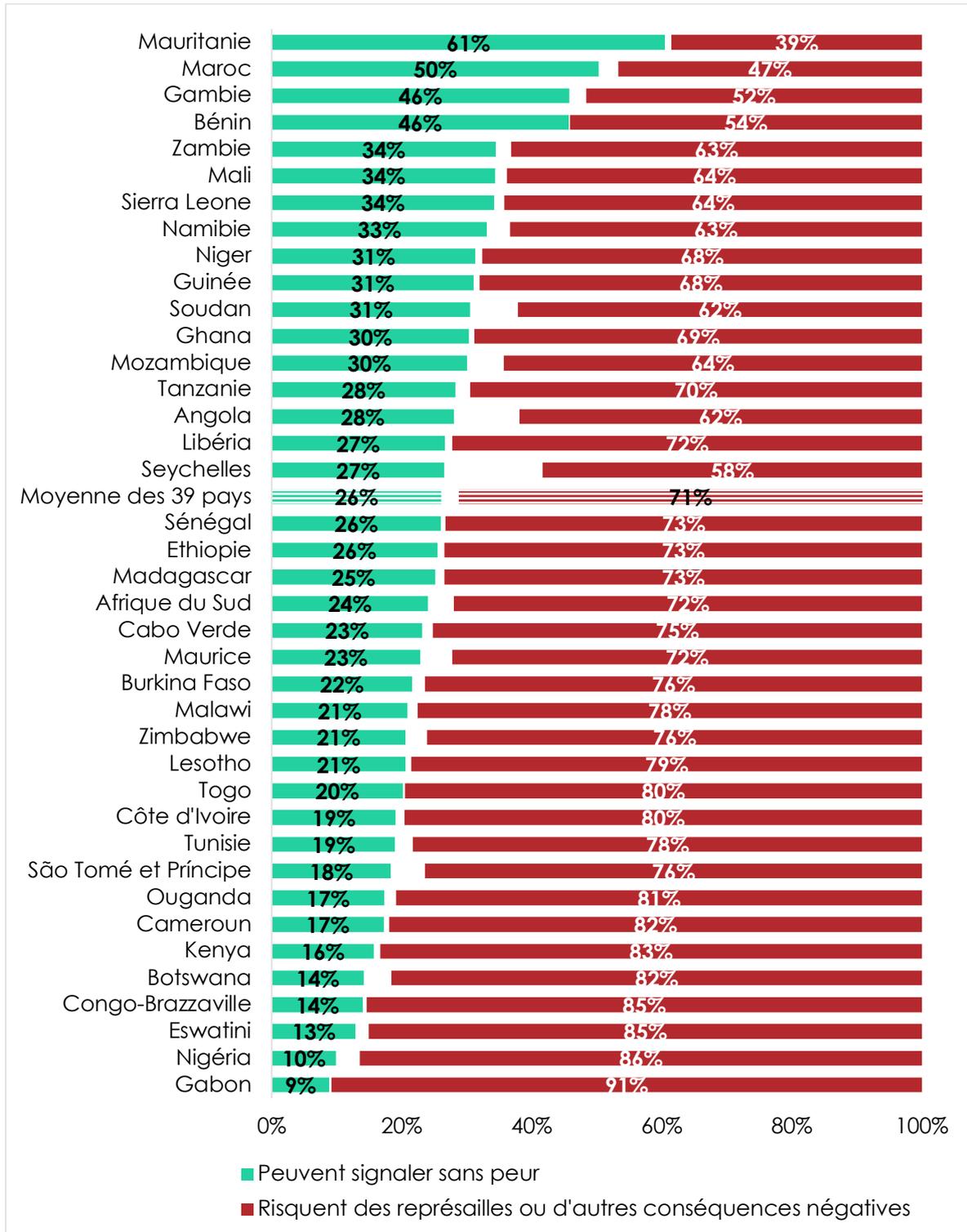
(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ». Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services publics sont exclus.)

Figure 4 : Performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 5 : Les citoyens ordinaires peuvent-ils dénoncer les actes de corruption sans peur de représailles ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Hassana Diallo
Coordinateur des communications pour l'Afrique Francophone d'Afrobarometer
Téléphone : +221 77 713 72 53
Email : hdiallo@afrobarometer.org

Visitez-nous sur www.afrobarometer.org.

Suivez #VoicesAfrica.

